



Bulletin d'information sur les pesticides

N°9 – Septembre 2022

Actualités législatives et réglementaires



Guernesey : Interdiction de la vente au détail de produits à base de glyphosate

Le *Health & Safety Executive* (HSE) de l'État a [décidé](#) d'interdire la vente au public de produits à base de glyphosate à partir du 31 octobre 2022, dans une décision publiée le 25 juillet 2022.

L'utilisation de glyphosate et d'herbicides à base de glyphosate menace les réserves d'eau et la biodiversité de l'île de Guernesey. Plus tôt dans l'année, *Guernsey Water* avait révélé de multiples lectures élevées de glyphosate dans les cours d'eau, qui sont de plus en plus liées aux produits domestiques à base de glyphosate.

Le service public avait appelé le public à réduire son utilisation afin de protéger l'approvisionnement en eau de l'île. Cependant, pour le HSE, les campagnes visant à décourager l'utilisation volontaire n'ont pas été très efficaces et l'île en est au stade où le risque pour son approvisionnement en eau est trop important.

Il a donc décidé que la vente aux particuliers d'herbicides à base de glyphosate serait interdite à partir du 31 octobre.

Cette interdiction ne s'appliquera pas à la vente de ces produits destinée à un usage professionnel. Le HSE n'aurait en effet pas trouvé de lien entre l'utilisation des produits à base de glyphosate par les entreprises locales et les zones où une forte contamination de l'eau a été détectée.

Pour le député **David De Lisle**, cette [interdiction](#) ne représente qu'une demi-mesure, partielle et tardive. Avec six autres députés, il avait déjà [proposé](#) l'interdiction totale du glyphosate en 2019, mais cette proposition avait été rejetée sous prétexte que le glyphosate est l'herbicide le plus vendu au monde et qu'une interdiction du produit chimique pourrait constituer une menace pour la juridiction, mettant en péril la relation éventuelle de l'île avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Selon le député, seule l'interdiction totale de l'herbicide pourrait empêcher la contamination de l'environnement de l'île puisque son usage est généralisé. Il remarque que les professionnels pourront continuer à contaminer l'approvisionnement en eau et l'environnement de Guernesey avec ce produit toxique identifié comme cancérigène.

Il n'exclut pas de présenter une autre Requête à l'Assemblée de l'État pour proposer une interdiction totale, qui rendrait le glyphosate illégal lorsqu'il est utilisé aussi bien par des professionnels accrédités que par des amateurs.

Si vous êtes arrivé jusqu'ici, pouvez-vous faire encore un tout petit effort pour nous permettre de continuer ce travail d'investigation et d'information pour aider les victimes de pesticides ?

Justice Pesticides a besoin de vous.

**Je donne à Justice
Pesticides**

[Retour au site de Justice Pesticides](#)